
 SI TOUTES LES VILLES DU MONDE SE DONNAIENT LA MAIN

par Serge ANTOINE (1)

Le temps franchit toutes les distances.; les villes naissent, les empires disparaissent.

Claude Nicolas Ledoux- 180

A Vancouver, en 1976, le pouls a été pris de l'avenir des villes du monde et de leurs problèmes, gigantesques lorsqu'ils sont mis bout à bout, ce sont ceux de 2 milliards d'hommes qui seront à loger entre maintenant et l'an 2000. Et déjà le XXIème est là ; il n'est pas trop tôt pour y penser, aux différentes échelles, en termes d'aménagement des territoires, d'urbanisme ou de construction.

Des institutions mondiales vont se mettre en place dans les années qui viennent pour s'attacher à l'Habitat. L'habitat n'est pas un domaine comme le sont l'alimentation, la météorologie ou même la santé. La ville est une dimension humaine. Le citadin a les pieds dans l'asphalte ou dans la boue : il a sa tête au soleil. La ville est un agrégat qui réunit, tout à la fois, le logement, les rues, les égoûts, la circulation qui font le cadre de vie, l'emploi (plus essentiel qu'il n'apparaît dans l'essence de la ville) et des données propres à la culture personnelle ou collective. C'est dire qu'aucun spécialiste urbain ne peut enfermer la ville sur son "urbanité" et qu'aucun urbaniste ne peut se substituer à la population, à ses élus et aux forces vives qui font la société urbaine.

x

x x

Des villes partenaires.

Au plan international, cela veut dire, à mes yeux, que le rôle des structures mises en place ne sera ni de miser sur la spécialité "urbanistique" ni d'enfermer l'urbanisation dans les limites physiques de la cité.

La planification physique, entendue au sens étroit, l'urbanisme des plans et l'habitat ramené à l'architecture des formes et à la coquille du logement, ne constituent que des nervures, au delà desquelles il y a la chair et la vie. La mission essentielle sera, non de réduire la problématique pour être efficace, mais de relier l'habitat, (entendu au sens plein) et la dimension urbaine au contexte social, aux équilibres écologiques, à la création culturelle, aux territoires où rayonnent les villes.

(1) Serge ANTOINE, 50 ans, est Secrétaire Général du Haut Comité de l'Environnement en France. Il est l'initiateur du "Plan Bleu" pour la Méditerranée qui s'inscrit dans le cadre du plan d'action du PNUE. Directeur de la Revue "2000" membre de l'association internationale des Futuribles, il est Vice-Président de la Fédération Mondiale des Etudes sur le Futur.

Cela voudra dire d'abord que, plutôt que d'exercer une mission en fonctionnaires les structures : internationales, qui devront rester légères - s'appuieront sur toutes les organisations publiques et privées qui, comme les associations, fondations et académies, se penchent sur la vie des villes et de leurs habitants. La recherche urbaine devra être interrogée de façon permanente, tant il est vrai que la réalité et la subjectivité de la ville sont en rapide changement dans notre monde; une génération chasse l'autre sans ménagement et bouleverse les valeurs sans le respect millénaire qu'avait, pour la durée, la société rurale.

Cela voudra dire surtout que les organisations internationales, plutôt que de fonctionnariser leurs tâches, seront à l'écoute des villes elles-mêmes, des populations et de leurs responsables. Et le dire signifie d'abord que l'action internationale n'aura de sens qu'enracinée et, donc, très décentralisée. Elle n'aura de sens que si, ne se contentant pas de l'écoute, les organisations internationales de l'Habitat et des Etablissements Humains jouent un rôle actif en aidant les villes à être plus majeures dans leurs prises de responsabilité.

Et c'est alors que le titre de cet article "Si toutes les villes du monde se donnaient la main" prend tout son sens. C'est alors que les villes, au delà de leur quotidien, qui est fait de problèmes à résoudre dans leur enceinte même pourraient jouer, dans le corps social du monde, un rôle plus décisif que celui qu'elles ont dans une vie internationale où, il faut bien le dire, les Etats ont actuellement la partie belle.

Les échanges d'expériences vécues, qui pourraient s'établir entre les villes - à commencer par les villes d'une même région (et je pense, par exemple, à la Méditerranée) - seraient de nature à enrichir la vie internationale et à aider chacune des villes à sortir de l'isolement où l'enferme sa condition.

x

x x

Quatre questions-clef.

Ces échanges d'expériences peuvent couvrir de nombreux champs et de nombreux problèmes. En tout cas, pour les grandes villes du monde, je vois quatre groupes de questions tout à fait essentielles, à la fois pour le destin de chaque ville et pour tous ceux qui croient que les villes ont un rôle décisif dans l'établissement d'un nouvel ordre mondial.

Le premier terrain d'échanges est celui de la réponse que les villes peuvent ou doivent faire à la croissance très rapide, non seulement pour le logement du plus grand nombre mais aussi pour l'emploi et pour les "aménités" de la vie sociale. A cet égard, il est clair que l'on doit relativiser par exemple, l'apport de l'expérience des villes nouvelles européennes; en 10 ans, les villes nouvelles de l'Europe ont logé 2 millions d'habitants soit moins que la croissance de Sao Paulo ou de Mexico en quelques années. Cela ne retire rien à leur intérêt pour l'innovation mais les situe au plan de la réponse quantitative aux problèmes posés.

Le deuxième terrain d'échanges est celui de la manière dont les grandes villes, - les grandes métropoles en particulier - ont pu surmonter leur "gigantisme" et lancer, elles-mêmes, des initiatives visant à assurer une décentralisation interne de la vie institutionnelle et sociale et à obtenir un effet maximum pour la vie de voisinage et la vie personnelle. "Dis moi quelle convivialité tu procures et je dirai quelle ville tu es".

Le troisième terrain d'échanges a trait au fait que les villes sont puissantes mais également fragiles. Riches, elles sont gaspilleuses; or au temps de l'économie nécessaire des moyens, il est intéressant, d'après les expériences, de voir dans quelle mesure quelques villes, plus que d'autres, ont réussi à surmonter les crises ou à pouvoir y faire face et à s'attacher à une économie des ressources et de l'énergie. Les problèmes de demain ne seront pas des problèmes d'abondance mais de survie.

Enfin, le quatrième terrain d'échanges a trait à l'aménagement des territoires. Dans quelle mesure les villes exercent-elles des responsabilités dans la géographie de leurs territoires d'influence? Quelle aide à la décentralisation initient-elles,? quelle prise en charge de leurs périphéries, quelle lutte contre l'exode rural ou la désertification des régions dans lesquelles elles sont implantées assurent-elles?

x

x

x

Régionaliser l'action internationale.

Les échanges d'expériences entre les villes du monde peuvent être utiles à l'ensemble de la communauté urbaine mondiale et être donc "mondialisés". Mais ils seront plus riches et plus profitables par des concertations réalisées à l'échelle régionale et ils pourront faire beaucoup pour assurer une vision décentralisée de la problématique urbaine.

Une politique de l'aménagement du territoire et des établissements humains doit, en effet, se conformer aux données physiques, sociales et économiques du terrain où elle se pose. Les fleurs artificielles ne poussent pas. Ceci veut dire que la spécificité régionale est grande et que la responsabilité de la politique urbaine ne saurait s'éloigner du citoyen de la cité; ceci veut dire que la politique mondiale a besoin de s'incarner et ne peut être vraiment utile si elle génère des stéréotypes. Les organisations de l'habitat et des établissements humains devront donc favoriser les réseaux de solidarités régionales entre pays à problèmes similaires. La Méditerranée, encore une fois, est une échelle de travail très intéressante et représentative. Les réseaux de solidarités régionales auront tout intérêt à englober des villes du Nord et des villes du Sud, de niveaux d'équipement et de niveaux de vie très contrastés.

Il va de soi que la faveur que l'on devrait donner à une action décentralisée ne se signifie pas uniquement, la coopération entre les responsables municipaux ; les architectes, les urbanistes, les ingénieurs des villes mais, aussi, les sociologues, les médecins, les écologistes, devraient être les artisans de la réflexion régionalisée et de l'action.

x

x x

Priorité à l'action

La réflexion est inséparable de l'action et il ne serait pas de bon usage d'utiliser les crédits internationaux pour favoriser les seules réflexions ou échanges. Il est évident qu'une coopération internationale orientée sur l'action est la clef de la réussite. Ceci veut-il dire que les organisations internationales seront directement acteurs ?

Rien n'est moins évident. Elles ne sont pas faites pour prendre en charge elles-mêmes une action pour laquelle les Villes ou les Etats sont mieux outillés et plus à même de prendre des responsabilités. Mais la mission des organismes internationaux peut s'exercer utilement en satisfaisant à certaines conditions.

Les techniques de demain.

La première de ces conditions est de ne pas ignorer la technique et de la mettre bien au coeur du travail international d'où elle se trouve souvent éliminée. La réunion de Vancouver a fait une place trop modeste pour la technique au profit des interrogations socioéconomiques et politiques. Notre monde, parce qu'il n'oublie pas l'arrogance de la technologie du XIXème siècle et des sociétés mécanistes, a tendance, il est vrai, à trop douter parfois de la technique. Le progrès scientifique, l'innovation technique doivent être mis au service des établissements humains : loger le plus grand nombre, nourrir mieux les populations, raccourcir les distances, recycler les déchets, planifier le sous-sol par exemple, constituer, à n'en pas douter, des moyens d'améliorer les conditions d'existence. Le transfert des technologies est, s'il est convenablement entrepris, un moyen très important de la solidarité Nord-Sud.

Une priorité à cet égard devrait être donnée à la promotion de constructions par éléments faciles à entreprendre par la main d'oeuvre locale, à l'étude de matériaux peu dispendieux en énergie, à la reconception des bâtiments tenant mieux compte des éléments naturels (plutôt que de surajouter des technologies solaires à près coup, la conception solaire des bâtiments est importante) à la recherche de modes de transports adaptés aux pays dont les infrastructures sont naissantes et difficiles.

x

x x

L'expérimentation.

La deuxième condition, à mon sens, de la réalité d'une politique internationale orientée sur l'action est de permettre l'exercice de cette dernière par des cas concrets de démonstration. La réalisation de projets in situ, en vraie grandeur, a une valeur d'entraînement.

La conférence de Vancouver à l'initiative de nos amis canadiens a effectivement repris cette idée de l'importance des "projets de démonstration" pour faire avancer la coopération internationale. Il me semble que l'on doit aller, avant tout, dans cette voie et choisir dans le monde une dizaine de cas pilotes où l'on réunirait l'observation et l'action.

J'avais à ce titre d'exemple, dans cette voie, il y a quelques années, proposé que l'on substitue des "villes nouvelles mondiales" aux expositions internationales si profitables en 1900 mais réduites maintenant à une présentation éphémère dans des pavillons artificiels et visitées à 95 % par les habitants du pays hôte. Pourquoi ne pas reprendre cette idée qui viserait, tous les 10 ans, à demander à la communauté mondiale de faire une oeuvre de création collective en présentant ses matériels et son savoir-faire dans la réalisation, en vraie grandeur, d'une vraie ville nouvelle pour de vrais habitants et de la réaliser à la demande et sous le contrôle d'un pays en développement qui énoncerait un programme répondant aux besoins de ce pays ?

x

x

x

Il est temps que, dans le monde, et les organisations internationales de l'habitat y peuvent beaucoup, les villes ne soient plus considérées comme des îlots isolés sur une terre indifférenciée. Il est temps que les échanges entre les villes puissent se multiplier et surtout entre villes d'une même écorégion, il est temps que la technique la moins coûteuse pour le patrimoine soit mise en oeuvre et que l'on développe plus d'expérimentation, à la fois pour abriter le grand nombre des habitants de l'an 2050 et assurer la qualité de la vie qu'ils recherchent tous.

Serge ANTOINE.